

D'où proviendra notre électricité dans le futur ?

L'énergie nucléaire doit rester une option – La mise à l'arrêt de la centrale nucléaire de Mühleberg en 2019 met en évidence plusieurs problèmes en cas d'abandon de l'énergie nucléaire. La Stratégie énergétique 2050 n'est pas une solution miracle. Le peuple doit pouvoir se prononcer de manière complète et directe sur notre future politique énergétique.

Fin octobre 2013, BKW SA a fait part de sa décision de déconnecter du réseau sa centrale nucléaire de Mühleberg en 2019 pour des raisons économiques. L'installation produit chaque année environ 3 térawattheures d'électricité et couvre ainsi les besoins de quelque 400 000 consommateurs. 20 centrales au fil de l'eau telles que celle présente à Mühleberg, plus de 700 éoliennes ou 2500 installations solaires telles que celle située sur le Stade de Suisse, à Berne, seraient nécessaires pour compenser le déficit laissé par Mühleberg. Or les énergies éolienne et solaire ne peuvent remplacer l'énergie en ruban produite par une centrale nucléaire, ces technologies produisant de l'électricité de manière fluctuante en fonction des conditions météorologiques et du moment de la journée. L'hydraulique peut en revanche fournir l'énergie en ruban, mais la Suisse a quasiment épuisé son potentiel dans ce domaine.



A partir de 2019, l'électricité produite par la centrale de Mühleberg qui couvre les besoins de 400 000 personnes devra être compensée par de l'électricité issue de centrales nucléaires et d'installations fossiles étrangères.

Importer de l'électricité nucléaire ?

La direction du groupe BKW a donc annoncé lors de sa conférence de presse que l'électricité produite à Mühleberg « ne pourra pas être compensée à temps par des capacités de production de l'entreprise en Suisse ». La mise hors service de Mühleberg entraînera une « dépendance plus grande de la Suisse vis-à-vis de l'étranger » et « le courant issu des centrales nucléaires et des centrales fossiles

étrangères jouera un rôle important ». Cette constatation est précisément un problème de fond de la Stratégie énergétique 2050 : si les autorités approuvent la proposition de BKW et que la centrale est mise hors service en 2019, sa durée de vie totale sera inférieure de trois ans à celle prévue par la Stratégie, à savoir 50 ans. Dans cette logique, le premier réacteur de Beznau devrait être arrêté en même temps que Mühleberg, le second en

2021, puis Gösgen et Leibstadt respectivement en 2029 et 2034.

Une consommation croissante

D'ici une bonne vingtaine d'années, la Suisse devra donc avoir remplacé les 24 térawattheures annuels produits par l'ensemble de ses centrales nucléaires. Reste à voir si, d'ici là, des alternatives judicieuses aux « centrales nucléaires étrangères et aux installations fossiles » seront disponibles. Le

Conseil fédéral prévoit de compenser le déficit de production de l'électricité nucléaire par des sources d'énergie renouvelables indigènes. Il s'agit là d'un pari discutable au regard des solutions citées précédemment pour remplacer Mühleberg et uniquement l'évolution de la consommation électrique de la Suisse. La Stratégie énergétique 2050 prévoit que celle-ci retrouve son niveau de 2000 d'ici

quarante ans. Or, rien qu'entre 2000 et 2012, elle a augmenté de près de 7 térawattheures, soit de 12,6%.

Faut-il sortir du nucléaire ?

En adoptant le message relatif à la Stratégie énergétique 2050 début septembre, le Conseil fédéral a réaffirmé sa volonté de proposer un contre-projet indirect à l'initiative de sortie du nucléaire des Verts. Si le Parlement approuve ce programme, le peuple suisse n'aura pas la possibilité de s'exprimer sur la question fondamentale « Faut-il sortir du nucléaire ? », et le débat portera uniquement sur le calendrier de sortie de l'atome – sauf si un référendum est lancé. Et si les objectifs hautement ambitieux de la Stratégie énergétique 2050 concernant le développement des énergies renouvelables et la réduction du besoin en électricité s'avéraient utopiques, le déficit d'électricité devrait alors être compensé par des importations ou par des centrales à gaz. En cas d'importation, la Suisse n'aurait qu'une influence limitée sur la sécurité des installations de production et l'origine concrète de l'électricité importée, et ne participerait pas à la création de richesse. L'énergie nucléaire en Suisse en tant qu'élément de l'approvisionnement électrique du pays dans le futur doit donc au moins faire l'objet d'un débat et être présentée au peuple en tant qu'option.